



**SYNDICAT NATIONAL DE
L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR (SNESUP-FSU)**
78, rue du Faubourg Saint-Denis – 75010 – PARIS
Tél. 0144799621 – Télécopie : 0142462656
Courriel : sg@snesup.fr



FEDERATION SYNDICALE UNITAIRE
3/5, rue de Metz – 75010 - PARIS
Tél. 0144790994 – Télécopie : 0148010252
Courriel : fsu.nationale@fsu.fr

Le Premier Ministre, François Fillon, vient de déclarer qu'une loi sur l'université sera votée pendant le mois de juillet. Ainsi, c'est sans même une prise de contact avec les syndicats de l'enseignement supérieur et de la recherche, sans concertation, sans entendre les acteurs du monde universitaire, étudiants, enseignants-chercheurs, chercheurs, personnels, que cette réforme « la plus importante de la législature », selon lui, serait adoptée. N'attendant ni les contacts pris par la Ministre du supérieur et de la recherche, ni une table ronde demandée par la quasi-totalité des acteurs, la démarche du Premier Ministre relève d'un véritable passage en force.

Si le Premier Ministre a la prudence d'indiquer que cette loi ne touchera pas aux droits d'inscription ni n'instaurera la sélection à l'entrée de l'université, ce n'est qu'un artifice dont nous ne saurions être dupes. En effet, telle que la loi est annoncée, les universités auraient la possibilité de choisir leurs étudiants : si ce n'est pas de la sélection ! L'objectif d'améliorer la réussite des jeunes et l'accès aux diplômes a-t-il disparu ?

En effet, ce qu'il propose, sous couvert de « donner l'autonomie aux établissements », détruirait l'unité du service public, en particulier par la suppression du cadrage national des formations. C'est rendre encore plus illisible, sélectif socialement le paysage universitaire. Il s'agit là de la poursuite et de l'aggravation d'une politique visant à instaurer la concurrence entre les universités et qui, de plus, ignore la dimension fondamentale de l'articulation formation/recherche. Ce dont souffre l'université aujourd'hui, c'est d'abord d'un manque de moyens qui bride tant la recherche que les initiatives pédagogiques visant à assurer la réussite du plus grand nombre. L'université et la recherche ont en même temps besoin d'instances démocratiques fortes, en capacité d'impulser et d'harmoniser les politiques scientifiques et pédagogiques.

Face à l'agression dont les universités, le service public et le pays tout entier sont victimes –un règlement de comptes idéologique, en quelque sorte-, le SNESUP, la FSU mettront tout en œuvre pour qu'un vrai débat ait lieu sur les enjeux essentiels des formations supérieures et que la mobilisation du monde universitaire soit sans tarder à la hauteur nécessaire.

Paris, le 23 mai 2007

Jean FABBRI, Secrétaire Général du SNESUP-FSU
Gérard ASCHIERI, Secrétaire Général de la FSU